

MINISTERE DE L'INDUSTRIE
ET DES MINES

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

SECRETARIAT D'ETAT
AUPRES DU PREMIER MINISTRE,
MINISTRE DU BUDGET ET DU
PORTEFEUILLE DE L'ETAT

1.608

N° du rôle.....	0001446
Reçu le.....	22 SEP. 2017..... à 14.H 50

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
Union-Discipline-Travail

PROJET DE DECRET PORTANT ATTRIBUTION D'UN PERMIS DE RECHERCHE
MINIERE A LA SOCIETE MANAGEM COTE D'IVOIRE SA DANS LE DEPARTEMENT DE
BOUAKE

RAPPORT DE PRESENTATION

Le présent projet de décret a pour objet l'attribution d'un permis de recherche minière pour l'or à la société **MANAGEM COTE D'IVOIRE SA** dans le département de Bouaké.

MANAGEM COTE D'IVOIRE SA est une société à responsabilité limitée de droit ivoirien dont le capital est de **vingt millions (20.000.000) de francs CFA**. Son objet social porte sur l'exploration minière. Le siège social de la société est situé à Abidjan.

Le permis sollicité par la société **MANAGEM COTE D'IVOIRE SA** couvre une superficie de **trois cent trente six virgule deux km²**, et se situe dans le département de Bouaké. Ce permis est inscrit dans le registre du cadastre minier sous le numéro **671 (PR 671)**.

Pendant les quatre (4) années de validité du permis, la société **MANAGEM COTE D'IVOIRE SA** réalisera des travaux géologiques et miniers destinés à identifier des minéralisations, à les circonscrire, et à évaluer les gisements mis en évidence et à les développer.

Le budget prévu pour la réalisation de ces travaux s'élève à **huit cent trente neuf millions soixante-dix mille (839.070.000) de francs CFA**.

Les travaux sur le permis PR 671 engendreront la création de **vingt-deux (22) emplois permanents**.

Au plan technique, l'analyse du dossier fait ressortir que la société **MANAGEM COTE D'IVOIRE SA** dispose d'un responsable technique des travaux qui totalise vingt-huit (28) années d'expérience professionnelle.

Par ailleurs, les capacités techniques de la **MANAGEM COTE D'IVOIRE SA** découlent de celles du groupe minier **MANAGEM INTERNATIONAL**, société de droit marocain, très active au Maroc, au Gabon, au Soudan et en République Démocratique du Congo.

Au plan financier, La société a fourni un relevé bancaire attestant de la disponibilité de plus de 10% du budget alloué aux travaux de la première année pour le permis.

La mission de reconnaissance effectuée par l'Administration des mines n'a constaté sur le terrain aucun obstacle technique à l'attribution de ce permis de recherche.

La Commission Interministérielle des Mines (CIM) a, lors de sa séance du 27 avril 2017, donné un avis favorable à cette demande présentée par la société **MANAGEM COTE D'IVOIRE SA**.

Telle est l'économie du présent projet de décret accordant un permis de recherche à la société **MANAGEM COTE D'IVOIRE SA** soumis à l'approbation du Conseil des Ministres.

**Le Ministre de l'Economie
et des Finances**

Adama KONE

**Le Ministre de l'Industrie
et des Mines**



Jean Claude K. BROU

**Le Secrétaire d'Etat
auprès du Premier Ministre,
chargé du Budget
et du Portefeuille de l'Etat**

Moussa SANOGO

DECRET N° _____ DU _____
PORTANT ATTRIBUTION D'UN PERMIS DE RECHERCHE MINIERE A LA SOCIETE
MANAGEM COTE D'IVOIRE SA DANS LE DEPARTEMENT DE BOUAKE

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport conjoint du Ministre de l'Industrie et des Mines, du Ministre de l'Economie et des Finances et du Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat,

- Vu la Constitution ;
- Vu la loi n°2014-138 du 24 mars 2014 portant Code minier ;
- Vu l'ordonnance n°2011-480 du 28 décembre 2011 portant budget de l'Etat pour la gestion 2012 ;
- Vu l'ordonnance n°2014-148 du 26 mars 2014 fixant les redevances superficielles et les taxes proportionnelles relatives aux activités régies par le Code minier ;
- Vu le décret n° 2014-397 du 25 juin 2014 déterminant les modalités d'application de la loi n°2014-138 du 24 mars 2014 portant Code minier ;
- Vu le décret n° 2014-632 du 22 octobre 2014 fixant les montants et déterminant les modalités de paiement des droits fixes, des droits d'option, des frais de contrôle, d'expertise, d'agrément et de délivrance des cartes et autres documents relatifs aux activités géologiques et minières ;
- Vu le décret n°2017-12 du 10 janvier 2017 portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, tel que modifié par décret n°2017-474 du 19 juillet 2017 ;
Vu le décret n°2017-14 du 11 janvier 2017, portant nomination des Membres du Gouvernement, tel que modifié par décret n°2017-475 du 19 juillet 2017 ;
- Vu le décret n°2017-45 du 25 janvier 2017, portant attributions des Membres du Gouvernement ;
- Vu l'avis favorable de la Commission Interministérielle des Mines, en abrégé CIM, en sa séance du 27 avril 2017, relative à la demande de la société **MANAGEM COTE D'IVOIRE SA** ;

LE CONSEIL DES MINISTRES ENTENDU,

DECRETE :

Article 1: Il est accordé à la société **MANAGEM COTE D'IVOIRE SA** un permis de recherche minière dans le département de Bouaké.

Article 2: La superficie concernée, de **trois cent trente-six virgule deux km²**, est délimitée par les points de A et J de coordonnées géographiques suivantes :

<u>POINTS</u>	<u>LONGITUDE OUEST</u>	<u>LATITUDE NORD</u>
A	04° 50' 34"	07° 45' 18"
B	04° 42' 50,8"	07° 45' 18"
C	04° 42' 50,8"	07° 43' 00"
D	04° 37' 40"	07° 43' 00"
E	04° 37' 40"	07° 39' 07"
F	04° 41' 46"	07° 39' 07"
G	04° 41' 46"	07° 37' 20"
H	04° 56' 40"	07° 37' 20"
I	04° 56' 40"	07° 39' 50"
J	04° 50' 34"	07° 39' 50"

Article 3: Le permis défini à l'article 1 du présent décret est valable pour l'**or**. Il est inscrit sous le **n°671** au registre spécial de la conservation minière et constitue un droit mobilier, indivisible, non amodiable ni susceptible de gage ou d'hypothèque.

Article 4: La durée de validité du permis est de quatre (4) années à compter de la date de signature du présent décret.

Article 5: Pendant la période mentionnée à l'article précédent, la société **MANAGEM COTE D'IVOIRE SA**; est tenue de réaliser, conformément à son programme d'activité présenté à l'Administration des mines, les travaux définis aux articles 6, 7, 8 et 9 ci-après.

Article 6: Pendant la première année de validité du permis, la société **MANAGEM COTE D'IVOIRE SA** est tenue de réaliser les travaux suivants:

- synthèse des travaux antérieurs ;
- géochimie de sédiment ruisseaux et alluvionnaire ;
- synthèse des images de la télédétection ;
- géochimie des latérites à la moto tarière ;
- géochimie sol régionale ;
- levés géologiques régional.

Article 7: Pendant la deuxième année de validité du permis, la société **MANAGEM COTE D'IVOIRE SA** est tenue de réaliser les travaux suivants :

- levés géologiques détaillés des cibles ;
- levés géophysiques de détail ;
- géochimie sol et roche à maille serrée ;
- tranchées et puits ;
- sondages de type destructif.

Article 8: Pendant la troisième année de validité du permis, la société **MANAGEM COTE D'IVOIRE SA** est tenue de réaliser les travaux suivants :

- réalisation de puits et tranchées ;
- échantillonnage de roches ;
- sondages de type destructif ;
- sondages carottés.

Article 9: Pendant la quatrième année de validité du permis, la société **MANAGEM COTE D'IVOIRE SA** est tenue de réaliser les travaux suivants :

- réalisation de tranchées ;
- échantillonnage de roches ;
- sondages de type destructif ;
- sondages carottés.

Article 10: Au cours des quatre (4) années de validité du permis, la société **MANAGEM COTE D'IVOIRE SA** s'engage à dépenser un montant minimum de **huit cent trente neuf millions soixante-dix mille (839.070.000) de francs CFA** en travaux de recherches et de développement des éventuels gisements reconnus à l'intérieur du périmètre défini à l'article 2 du présent décret.

Ce montant se répartit comme suit :

- première année : 100 000 000 F.CFA ;
- deuxième année : 132 870 000 F.CFA ;
- troisième année : 259 000 000 F.CFA ;
- quatrième année : 347 200 000 F.CFA.

Article 11: L'évaluation des investissements prévus à l'article précédent se fait conformément aux dispositions de la loi n° 2014-138 du 24 mars 2014 portant Code minier et de ses textes d'application.

Ne sont pas pris en compte pour l'évaluation et la détermination du montant des investissements :

- le montant des frais exposés et acquittés par la société au titre des permis d'exploitation obtenus, éventuellement, dans les limites du présent permis de recherche ;
- le montant des redevances superficielles.

Article 12: Conformément à l'article 22 du Code minier, le présent permis de recherche est renouvelable deux fois par périodes successives de trois ans.

Un renouvellement exceptionnel peut être accordé pour une période n'excédant pas deux ans à condition qu'il soit justifié par le besoin de finaliser les études de faisabilité.

Article 13: Conformément à l'article 40 du Code minier, la demande de chaque renouvellement du présent permis de recherche doit être présentée par la société **MANAGEM COTE D'IVOIRE SA** trois (3) mois au moins avant l'expiration de la période de validité en cours.

Le Ministre chargé des Mines peut, s'il estime suffisantes et satisfaisantes la mise en œuvre du programme de recherche ainsi que les dépenses effectuées jusqu'alors, accorder lesdits renouvellements.

Article 14: Les arrêtés accordant les renouvellements successifs mentionnent le programme des travaux de recherche et le montant des dépenses que la société **MANAGEM COTE D'IVOIRE SA** est tenue d'effectuer pour leur réalisation pendant la période de validité de chaque renouvellement.

Article 15: Au cours des renouvellements successifs, la société **MANAGEM COTE D'IVOIRE SA** est tenue de faire des rendus d'au moins 25% des surfaces du permis de recherche.

Toutefois, la société **MANAGEM COTE D'IVOIRE SA** peut opter pour la conservation de la superficie à rendre à condition de justifier de l'exécution de travaux sur l'ensemble du périmètre du permis. Dans ce cas, la société **MANAGEM COTE D'IVOIRE SA** est soumise au paiement d'un droit d'option conformément à l'article 24 du Code minier.

Article 16: La renonciation partielle entraîne la réduction de la redevance superficière. Le montant des dépenses à effectuer pendant la période de validité au cours de laquelle intervient la renonciation est diminué d'une somme P calculée selon la formule :

$$P = D \times \frac{m}{M} \times \frac{s^2}{S^2} \quad \text{dans laquelle,}$$

D = montant des dépenses imposées pour la période de validité en cours avant renonciation ;

M = durée, en mois, de la période de validité en cours ;

m = nombre de mois de validité restant à courir lors de la renonciation partielle ;

S = surface du permis avant renonciation ;

s = surface rendue.

Cette renonciation ne porte pas atteinte à la validité des droits institués par application de l'article 3 du présent décret.

Article 17: La société doit tenir une comptabilité spéciale des travaux de recherches, de façon à permettre aux agents qualifiés de l'Administration des mines de vérifier, à tout moment, la réalité et l'importance des dépenses de recherches et de développement des gisements reconnus.

Article 18: La société **MANAGEM COTE D'IVOIRE SA** doit exécuter ses travaux d'une façon active et continue. La direction des travaux doit être assurée par un responsable technique, conformément à l'article 19 du Code minier.

Article 19: Outre les documents périodiques exigés de tout titulaire de droits miniers en vertu de la réglementation en vigueur, la société **MANAGEM COTE D'IVOIRE SA** est tenue de fournir à l'Administration des mines, chaque semestre, et dans les deux (2) mois suivant l'expiration de chacune des périodes de validité, un rapport détaillé comprenant :

- les cartes des zones de travaux, les plans montrant clairement les réseaux de layons et les coupes des puits et tranchées réalisés ;
- les résultats obtenus, notamment les formations minéralisées, les cubages, les essais et les analyses ;
- la description des substances autres que l'or découvertes sur le périmètre du permis ;
- la synthèse des travaux géologiques à l'échelle 1/200 000^e.

Elle doit également fournir la liste nominative du personnel (ivoirien et expatrié) et les dépenses déjà effectuées notamment celles relatives aux équipements, consommables et salaires.

Article 20: La société **MANAGEM COTE D'IVOIRE SA** s'engage à mener ses travaux de recherches selon les règles de l'art et notamment à veiller :

- au respect de la réglementation relative à la protection de l'environnement ;
- au respect de la loi relative au domaine foncier rural ;
- au respect du Code forestier ;
- à la restauration de cet environnement, à la satisfaction de l'Administration.

Article 21: La société **MANAGEM COTE D'IVOIRE SA** est tenue de s'acquitter des obligations fiscales définies par la réglementation en vigueur.

Article 22: La société **MANAGEM COTE D'IVOIRE SA** peut, pendant toute la durée de validité du présent permis de recherche, solliciter des permis d'exploitation, valables pour le nickel et le cobalt, situés à l'intérieur des limites dudit permis.

Les demandes de permis d'exploitation doivent être présentées au plus tard quatre-vingt-dix jours francs après l'expiration du délai de validité du présent permis de recherche, conformément à l'article 30 du décret n° 2014-397 du 25 juin 2014, susvisé. Au-delà de cette période, le périmètre du permis de recherche retombe dans le domaine public de l'État.

La superficie des permis d'exploitation attribués par référence au présent article est déduite de celle du permis de recherche pour le calcul de la redevance superficielle.

Les titres miniers ainsi octroyés ou institués confèrent des droits et imposent des obligations prévues par les textes en vigueur.

Article 23: Le Ministre de l'Industrie et des Mines, le Ministre de l'Économie et des Finances et le Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat, assurent, chacun en ce qui le concerne, l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le

Alassane OUATTARA